

DANS L'AFFAIRE DE LA LIQUIDATION DE :

GROUPE DESSAU INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

DESSAU HOLDING INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

DESSAU CAPITAL INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

9387-1325 Québec inc., (anciennement LVM inc.), personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

SOPRIN ADS INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

LANDRY GAUTHIER & ASSOCIÉS INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

FONDATEC INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

DESSAU INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

DESSAU ADL INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

CONSULTANTS VFP INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

LES CONSULTANTS RENÉ GERVAIS INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

PLANIA INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

GROUPE CONSTRUCTION VERREAULT INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

9387-5631 QUÉBEC INC. (anciennement Verreault inc.), personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

-et-

9198-6919 QUÉBEC INC., personne morale dûment régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1) (Québec) ayant son siège social au 600 boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal, Québec, H3A 0A3

Débitrices

-et-

KPMG INC. personne morale légalement constituée ayant une place d'affaires sise au 600, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, ville et district de Montréal, province de Québec, H3A 0A3

Liquidateur

-et-

BANQUE NATIONALE DU CANADA, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 600, de la Gauchetière Ouest, 4^e étage, Montréal, Québec, H3B 4L2

-et-

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA, société de la Couronne fédérale constituée en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations (R.S.C. 1985, c. E 20), ayant une place d'affaires au 800 Square Victoria, bureau 4520, Montréal, Québec, H3B 4L2

Mises en causes

RAPPORT DE KPMG INC. À TITRE DE LIQUIDATEUR RELATIVEMENT À LA LIQUIDATION DES DÉBITRICES ET À UNE PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

(Articles 351 et 354 de la *Loi sur les sociétés par actions*,
RLRQ, chapitre S-31.1 (Québec) (« **LSAQ** »))

INTRODUCTION

1. Groupe Dessau inc. (ci-après « **GDI** »), Dessau Holding inc., Dessau Capital inc., 9387-1325 Québec inc. (anciennement LVM inc.), Soprin ADS inc., Landry Gauthier & Associés inc., Fondatec inc., Dessau inc., Dessau ADL inc., Consultants VFP inc., Les Consultants René Gervais inc., Plania inc., Groupe Construction Verreault inc., 9387-5631 Québec inc. (anciennement Verreault inc.) (ci-après « **Verreault** ») et 9198-6919 Québec inc. (ci-après collectivement les « **Débitrices** » ou « **Dessau** »), ont déposé à la Cour une requête (ci-après « **Requête** ») pour rendre :
 - a) une ordonnance (ci-après l'« **Ordonnance de liquidation** ») en vertu des articles 351 et 354 de la LSAQ, afin que le partage du reliquat des biens des Débitrices et le règlement de leurs dettes (ci-après la « **Liquidation** ») aient lieu sous la surveillance de cette Cour, que KPMG inc. (ci-après « **KPMG** » ou le « **Liquidateur** ») soit nommé Liquidateur et que les Débitrices soient dissoutes une fois que le Liquidateur aura rendu un compte définitif à la Cour;
 - b) une ordonnance (ci-après l'« **Ordonnance relative au traitement des réclamations** ») établissant la procédure ci-après (la « **Procédure de traitement des réclamations** ») qui sera menée par le Liquidateur afin de répertorier, déterminer, trancher ou autrement régler toutes les réclamations contre les Débitrices.
2. Les actionnaires de chacune des Débitrices ont approuvé par résolution spéciale, la nomination de KPMG à titre de liquidateur des actifs des Débitrices, tel que décrit dans la Requête déposée par lesdites Débitrices.
3. KPMG soumet son rapport dans le cadre de la présentation de la Requête à la Cour.
4. Le présent rapport a pour objet de fournir à la Cour des informations sur les points suivants :
 - a) L'expérience et les qualifications de KPMG pour agir à titre de Liquidateur;
 - b) Les causes ayant mené à la liquidation des Débitrices;
 - c) Des renseignements généraux sur les Débitrices et un aperçu du plan de liquidation exécutée par celles-ci à ce jour;
 - d) Sommaire des litiges;
 - e) Un aperçu de la situation financière actuelle des Débitrices;
 - f) Nomination et pouvoirs du Liquidateur;
 - g) Procédure de traitement des réclamations;
 - h) Observations additionnelles du Liquidateur;
 - i) Plan d'action du Liquidateur;
 - j) Les conclusions et recommandations du Liquidateur.

RESTRICTIONS

5. Dans le cadre du présent rapport, le Liquidateur a obtenu et s'est fié à l'information financière non vérifiée, les livres et registres fournis par la direction des Débitrices (ci-après l'« **Information** ») ainsi que sur des discussions avec la direction (ci-après la « **Direction** »).
6. Le présent rapport a été préparé à titre d'information uniquement dans le cadre de la Requête et il est entendu qu'il ne servira à aucune autre fin. KPMG ne formule aucune déclaration directe ou implicite à l'égard de l'exactitude ou de l'intégralité de l'Information comprise dans le présent rapport. KPMG se dégage de toute responsabilité quant à ladite Information, en partie ou en totalité, ou à l'égard d'erreurs ou des omissions possibles.

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

7. Les procédés mis en œuvre par KPMG ne constituent ni un audit, ni un examen, ni une compilation au sens des normes publiées par CPA Canada et nous n'avons pas autrement audité les informations que nous avons obtenues ou qui sont présentées dans le présent rapport. Nous n'exprimons aucune opinion ni ne donnons quelque autre forme d'assurance au sujet du contrôle interne que les Requérantes exercent sur la présentation de son information financière ni au sujet de l'Information présentée dans le présent rapport.
8. Nous n'avons pas mis en œuvre ni une compilation, ni un examen, ou d'autres procédures au sens des normes publiées par CPA Canada sur l'information financière prospective contenue dans ce rapport. Nous n'exprimons aucune opinion ni ne donnons quelque autre forme d'assurance ou représentation concernant la précision, l'intégralité ou la présentation de cette information. Normalement, il devrait y avoir des différences entre les projections et les résultats réels, étant donné que des événements et circonstances se produiront alors qu'ils n'étaient pas prévus. Ces différences peuvent être significatives.
9. Sauf indication contraire, tous les montants indiqués dans ce présent rapport sont en dollars canadiens.

A. QUALIFICATIONS DE KPMG POUR AGIR À TITRE DE LIQUIDATEUR

10. KPMG inc. est une filiale de KPMG s.r.l., un bureau canadien de services professionnels fournissant entre autres des services d'audit, taxes et consultation. KPMG s.r.l. est la firme canadienne membre de KPMG International Coopérative, une entité basée en Suisse.
11. KPMG inc. est un syndic autorisé en vertu de l'article 2 de la Loi sur la Faillite et l'Insolvabilité.
12. Le personnel de KPMG inc. comprend des professionnels en restructuration et en insolvabilité, incluant des Comptables Professionnels Agréés, des Professionnels Agréés de l'Insolvabilité et de la Réorganisation et/ou des Syndics Autorisés en Insolvabilité (Canada) possédant l'expertise et l'expérience dans des mandats similaires de liquidation sous le régime de la *Loi sur les Sociétés par actions* au Québec, en Ontario et dans les autres provinces au Canada.
13. Les résultats de la mise en œuvre de nos procédés standards d'acceptation de mission permettent à KPMG d'accepter la présente mission.
14. Le Liquidateur a eu des rencontres de travail avec les représentants des Débitrices ce qui lui a permis d'obtenir des renseignements quant à leurs situations financières actuelles, leurs actifs et leurs passifs, les litiges en cours et les réclamations de tiers à l'encontre des Débitrices et une connaissance des faits qui ont mené les Débitrices à déposer ladite Requête à la Cour.
15. Le Liquidateur a aussi eu des rencontres avec les membres du conseil d'administration des Débitrices, pour discuter du plan de liquidation, de la Procédure de traitement des réclamations, des pouvoirs qui seront octroyés au Liquidateur, et de leurs futurs rôles pour assister le Liquidateur dans la réalisation de son mandat.
16. Compte tenu des qualifications de KPMG et de sa connaissance approfondie de la situation financière des Débitrices et des réclamations déposées à ce jour, les membres du conseil d'administration ont demandé à KPMG d'agir à titre de Liquidateur. Ils sont d'avis que cette nomination est opportune dans les circonstances et permettra, en outre, à KPMG de compléter le processus de liquidation en remplissant toutes les fonctions qui lui seront octroyées par la Cour ou par la LSAQ.
17. KPMG a avisé les Débitrices de son acceptation d'agir à titre de Liquidateur dans la mesure où cette Honorable Cour accueille la Requête et nomme KPMG à titre de Liquidateur.

B. LES CAUSES AYANT MENÉ À LA LIQUIDATION VOLONTAIRE DES REQUÉRANTES

Bref historique

18. Fondée en 1957, Dessau était une firme d'ingénierie-construction parmi les plus importantes au Canada.
19. Les sociétés de Dessau sont régies par la LSAQ.
20. Les années 1980 ont permis de déployer son expertise à l'échelle internationale.
21. Les années 1990 ont été marquées par une série d'acquisitions et de fusions stratégiques.
22. En 2013, Dessau comptait près de 80 bureaux répartis au Canada ainsi qu'à l'internationale, principalement au Maghreb (Algérie), en Amérique centrale, en Amérique du Sud et dans les Caraïbes.
23. En 2013, Dessau comptait près de 5 000 employés, dont 3 700 au Québec et avait un chiffre d'affaires annuel d'environ 775 millions de dollars.

Commission Charbonneau

24. En juin 2013, l'Autorité des marchés financiers (ci-après « AMF ») a inscrit Dessau inc. et 9387-5631 Québec inc. (anciennement Verreault inc.), deux sociétés opérantes importantes de Dessau, au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (ci-après « **RENA** ») du Gouvernement du Québec suite aux activités de collusion alléguées lors de la Commission Charbonneau (ci-après « **Commission** »).
25. En novembre 2014, l'AMF a retiré le nom des sociétés Dessau inc. et 9387-5631 Québec inc. (anciennement Verreault inc.) du RENA leur imposant toutefois plusieurs conditions, dont la mise en place de changements de gouvernance. Cela incluait notamment l'ajout de membres indépendants à leurs conseils d'administration.
26. Les événements mentionnés ci-dessus ont terni la réputation des Débitrices et ont entraîné la perte de contrats importants.
27. Ils ont aussi provoqué des événements de défaut en vertu des ententes de financement qui étaient en vigueur avec les prêteurs. Dessau a obtenu un moratoire sous condition, notamment de compléter un processus de recapitalisation.

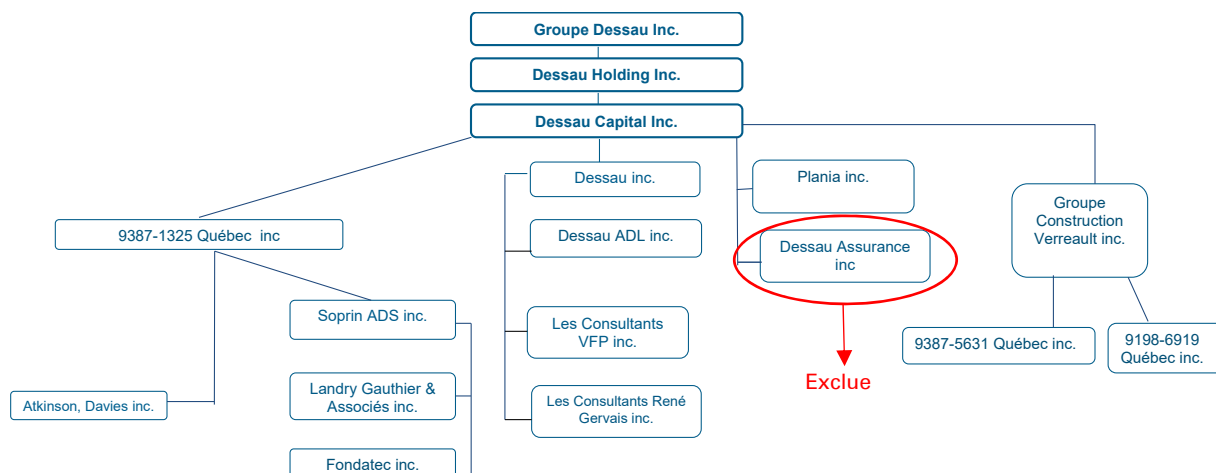
C. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES REQUÉRANTES ET APERÇU DU PLAN DE LIQUIDATION EXÉCUTÉ PAR CELLES-CI À CE JOUR

28. Le conseil d'administration de Dessau a tout d'abord tenté de recapitaliser ou de vendre l'ensemble des sociétés, sans succès toutefois.
29. Depuis juin 2013, le conseil d'administration a débuté la liquidation de Dessau sur une base informelle et progressive en complétant la vente des actifs de la quasi-totalité des sociétés opérantes.

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

30. L'organigramme corporatif de Dessau est présenté ci-dessous.



31. La Requête concerne toutes les sociétés présentées dans l'organigramme ci-dessus, toutes incorporées en vertu de la LSAQ, à l'exception de Dessau Assurance inc., une société incorporée aux Bermudes.

32. Au cours des trois dernières années, les activités commerciales de Dessau ont cessé et le conseil d'administration a procédé progressivement à la liquidation de la majorité des actifs et aux règlements d'un nombre important de créances et de litiges. Les étapes de la liquidation exécutée à ce jour sont présentées de façon sommaire ci-dessous.

33. Actuellement il existe 17 sociétés dont les chartes sont toujours actives. Parmi celles-ci et tel que mentionné précédemment, les actifs de plusieurs d'entre elles ont déjà été vendus. Par conséquent, elles n'ont plus d'actifs à réaliser. Les activités et les principales transactions impliquant les Débitrices sont résumées ci-dessous.

Groupe Dessau inc.

34. Le 1^{er} mai 2012, GDI a procédé à une réorganisation corporative qui a eu pour effet, entre autres, de céder sa participation dans ses principales filiales à Dessau Capital inc., à l'exception de sa filiale Dessau International inc.

35. La société offrait des services en consultation en ingénierie et en gérance dans le domaine de la construction.

Dessau Holding inc.

36. Dessau Holding est une société de portefeuille.

Dessau Capital inc.

37. La société œuvrait dans les domaines de l'ingénierie, de la construction et de l'exploitation par l'entremise de ses filiales et de ses coentreprises.

9387-1325 Québec inc. et Dessau inc.

38. Le 6 juin 2014, 9387-1325 Québec inc. et Dessau inc., des sociétés qui offraient des services en consultation et en gestion de travaux de construction, ont vendu leurs actifs en géotechnique, matériaux et environnement et le 16 janvier 2015, elles ont vendu leurs actifs en ingénierie. La première transaction a été effectuée auprès de la société Englobe Corp, laquelle est détenue par la société torontoise ONCAP. La seconde a été effectuée auprès de la société Stantec de l'Alberta.

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

39. LVM comptait environ 1 400 employés répartis dans 41 bureaux répartis au Québec, en Ontario et dans l'Ouest canadien. Dessau inc. comptait environ 1 300 employés répartis dans 20 bureaux au Québec ainsi qu'à Mississauga et à Ottawa.

Atkinson Davies

40. Le 30 avril 2012, tous les actifs et les passifs de la société ont été transférés à la société mère à la valeur comptable.

Soprin ADS inc.

41. Le 6 juin 2014, Soprin ADS inc. qui agissait à titre d'experts-conseils en ingénierie a vendu ses actifs. Elle détenait principalement des placements dans des sociétés œuvrant dans le même domaine.

Landry Gauthier & Associés inc.

42. Le 30 avril 2013, Landry Gauthier & Associés inc., qui exploitait un cabinet de génie-conseils a été liquidé.

Fondatec inc.

43. Le 30 avril 2012, tous les actifs et les passifs de Fondatec inc. ont été transférés à Landry Gauthier & Associés inc. Fondatec était un bureau d'ingénieurs et exploitait un laboratoire d'ingénierie.

Dessau ADL inc.

44. Le 16 mars 2016, Dessau ADL inc. a été liquidée. Elle fournissait des services de conseillers techniques en électricité.

Les Consultants VFP inc.

45. Le 16 janvier 2015, Les Consultants VFP inc., qui opérait dans le domaine de l'ingénierie, a vendu ses actifs.

Les Consultants René Gervais inc.

46. Le 30 avril 2013, Les Consultants René Gervais inc., qui exploitaient également un cabinet de génie-conseils a été liquidée.

Plania inc.

47. Le 16 janvier 2015, Plania inc., qui opérait à titre d'urbanismes-conseils, a vendu ses actifs. Elle a été liquidée le 30 avril 2017.

Groupe Construction Verreault inc.

48. La société agit comme société de portefeuille.

Verreault inc.

49. Le 1^{er} octobre 2015, la société de construction Pomerleau a complété l'acquisition de Verreault inc., (ci-après « **Verreault** ») impliquant le transfert d'une centaine d'employés dans ses bureaux de Montréal et de Québec. Verreault œuvrait dans les domaines de la construction commerciale et la gestion de projets.

9198-6919 Québec inc.

50. Les principales activités de la société touchaient la construction commerciale et la gestion de projets.

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

Dessau Assurance inc.

51. Dessau Assurances est une société régie par le « Companies Act » de la Barbade et a été créée pour effectuer des transactions internationales en assurance. Cette société n'est pas visée par le Requête de Liquidation.

Loi 26

52. Les Débitrices ont conclu au cours de 2018, un règlement avec le gouvernement du Québec conformément au projet de Loi 26 (ci-après « **LOI 26** »), et ont obtenu des quittances pour les villes faisant partie du règlement. Ce règlement concerne les villes au Québec pour lesquelles les Requérantes ont effectué des contrats d'une certaine importance dans le passé.
53. Le projet de Loi 26 est un programme de remboursement volontaire auquel les Débitrices ont décidé de participer à l'automne 2016. Cette Loi, édictée en avril 2015, vise principalement la récupération des sommes payées à la suite de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics.

Bureau de la concurrence

54. Le 19 février 2019, les Débitrices ont conclu un règlement avec le Bureau de concurrence (ci-après « **Bureau** ») relativement à des truquages d'offres pour des contrats d'infrastructures municipaux au Québec entre 2003 et 2011.

D. LITIGES

55. Les Débitrices sont parties à plusieurs litiges civils, à titre de demanderesse ou défenderesse. Sur la base des informations fournies par les Débitrices, les principaux litiges impliquant les Débitrices sont présentés dans le tableau à l'Annexe A (sous scellés).
56. La description sommaire de chaque litige apparaît dans la partie droite des tableaux.

E. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE ACTUELLE DES DÉBITRICES

57. Les bilans des Débitrices et le détail de certains postes d'actif et de passif en date du 31 janvier 2019, selon les états financiers intérimaires non audités les plus récents disponibles, sont présentés à l'Annexe B (sous scellés).
58. Les états financiers des Débitrices sont présentés à l'Annexe C (sous scellés). Certains états financiers ont été préparés à des dates précédant le 31 janvier 2019, leurs actifs et passifs ayant été liquidés au cours des dernières années par la direction de Dessau.
59. La situation financière combinée actuelle des Débitrices présente un excédent de l'encaisse avant le paiement de toute réclamation et autre obligation pouvant résulter du processus de liquidation.

F. NOMINATION ET POUVOIRS DU LIQUIDATEUR

60. Dans le but de permettre une liquidation ordonnée de Dessau, dès sa nomination le Liquidateur prendra sous sa garde et sous son contrôle l'ensemble des biens et des propriétés, éléments d'actifs, droits et obligations des Requérantes, présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et en quelque lieu où ils se trouvent, qu'ils soient détenus directement ou indirectement par les Débitrices, à quelques titres que ce soit, ou qu'ils soient détenus par d'autres pour les Débitrices (collectivement, les « **Biens** »).

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

61. Le projet d'Ordonnance de Liquidation des Débitrices demande la protection de la Cour et, de ce fait, la suspension de certains litiges en cours ou de ceux qui pourraient être intentés par des créanciers après la nomination du Liquidateur, de façon à ce que ceux-ci soient traités dans le cadre de la Procédure du traitement des réclamations, laquelle est commentée ci-après. À défaut, cela pourrait requérir beaucoup de temps et de ressources pour contester ces poursuites, diminuant ainsi la valeur des actifs et nuire à la Liquidation ordonnée des Débitrices.
62. Il est important de souligner cependant que tous les litiges qui ont été judiciairisés avant l'émission de l'Ordonnance de liquidation, et décrits à la section D, vont suivre leurs cours normaux et ne seront pas affectés par la suspension des procédures ni par la Procédure de traitement des réclamations. Les principaux motifs pour justifier cette situation sont que les dossiers sont complexes, qu'ils sont déjà bien avancés et qu'ils impliquent plusieurs parties.
63. Le projet d'Ordonnance de Liquidation prévoit également une suspension des procédures contre les administrateurs et les dirigeants.
64. En plus de tous les pouvoirs ou obligations expressément prévues dans la LSAQ, les pouvoirs, droits et protections recherchés par le Liquidateur sont décrits de façon détaillée dans le projet d'Ordonnance de Liquidation, déposée à la Cour par les Débitrices.
65. Le Liquidateur a procédé à la révision des pouvoirs recherchés et il s'en déclare satisfait.

G. PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

66. Le Liquidateur est d'avis qu'une procédure de traitement des réclamations devrait être amorcée dans les jours suivant sa nomination afin de déterminer l'ensemble des réclamations à l'encontre des Débitrices.
67. La procédure de traitement des réclamations est décrite de façon détaillée dans la Requête pour l'Ordonnance d'une procédure de traitement des réclamations, telle que déposée à la Cour par les Débitrices.
68. La procédure de traitement des réclamations permettra d'identifier de façon précise les passifs des Débitrices et, le cas échéant, d'acquitter les dettes d'une manière ordonnée, coordonnée et en temps opportun. Elle permettra au Liquidateur de répertorier, de déterminer, de trancher ou autrement régler toutes les réclamations contre les Débitrices ainsi que toutes les réclamations qui pourraient résulter de la résiliation ou répudiation, par le Liquidateur, de tout contrat d'emploi, bail ou autre entente dans le cadre de la Liquidation.
69. La Procédure de traitement des réclamations traitera aussi toute réclamation contre les administrateurs et dirigeants des Débitrices.
70. La Procédure de traitement des réclamations fixe une date limite pour le dépôt des réclamations visées, soit le 26 août 2019, après quoi tous les détenteurs de réclamation contre les Débitrices et/ou leurs administrateurs et dirigeants respectifs seront forclos de déposer ou de faire valoir toute réclamation à l'encontre de l'une ou l'autre des Débitrices ou à l'encontre de leurs administrateurs et dirigeants, toute telle réclamation étant irrévocablement réputée éteinte.
71. Le Liquidateur a procédé à la révision de la Procédure de traitement des réclamations, tel que décrite dans la Requête déposée à la Cour par les Débitrices et il s'en déclare satisfait.

H. OBSERVATIONS ADDITIONNELLES DU LIQUIDATEUR

72. Le Liquidateur travaillera en collaboration avec des représentants des actionnaires, afin de compléter le processus de liquidation et de règlement des réclamations, et ce, afin de permettre la distribution du reliquat.
73. La Requête des Débitrices prévoit à cet égard la création d'un Comité d'actionnaires, composé de trois membres, afin de surveiller la Liquidation ainsi que la conduite du Liquidateur. Les pouvoirs du Comité d'actionnaires sont décrits dans le projet d'Ordonnance de liquidation.
74. L'équipe de direction en place possède une compréhension des différents enjeux pour les Débitrices à liquider, qui sera pertinente au travail et à la gestion du Liquidateur. KPMG a l'intention de retenir les services de quatre (4) ressources de Dessau disponibles afin de maximiser les résultats et diminuer les coûts et les délais de réalisation.
75. Le Liquidateur entend conclure de nouveaux contrats de travail avec les anciens employés des Débitrices, ayant été licenciés préalablement à la nomination du Liquidateur.

I. PLAN D'ACTION DU LIQUIDATEUR

Étape	Action	Description	Début du travail
1.	Obtention d'une ordonnance de liquidation.	Obtenir une ordonnance de liquidation pour l'ensemble des Débitrices	Mai 2019
2.	Obtention d'une ordonnance pour le traitement des réclamations contre les Débitrices	Mise en place d'une procédure pour l'identification des réclamations et le traitement de celles-ci par le Liquidateur. Le processus prévoit une date limite pour produire une réclamation auprès du Liquidateur.	Mai 2019
3.	Ouverture des comptes bancaires	Ouvrir des comptes bancaires pour chacune des sociétés pour mettre le contrôle de l'encaisse entre les mains du Liquidateur	Mai 2019
4.	Collection des comptes à recevoir	Envoie de lettres aux parties concernées pour percevoir les sommes dues.	Mai 2019
5.	Révision et règlement des réclamations	Analyse et traitement des preuves de réclamation reçues et, le cas échéant, paiement des réclamations acceptées par le Liquidateur	Septembre 2019
6.	Paiements aux actionnaires	Tel que prévu à l'Ordonnance de liquidation et sujet à l'approbation de la Cour, soit des paiements partiels et/ou un paiement final du reliquat.	Indéterminée

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

J. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

76. La Liquidation s'inscrit dans le cadre d'un processus de liquidation ordonnée de l'ensemble des actifs des Débitrices ayant débuté il y a trois ans.
77. Les Débitrices entament la phase finale de leur liquidation.
78. Le Liquidateur considère qu'il est dans l'intérêt de toutes les parties intéressées que l'exécution de la phase finale de la Liquidation des actifs des Débitrices s'effectue sous la supervision de la Cour. Elle permettra d'acquitter les dettes d'une manière ordonnée, avant de procéder à une distribution finale aux actionnaires de Dessau.
79. KPMG possède une vaste expérience à titre d'officier de la Cour et sera en mesure d'exécuter la Liquidation et le Processus de traitement des réclamations.
80. Le Liquidateur recommande à la Cour :
- a) D'accorder la requête en liquidation;
 - b) D'accorder la requête pour la procédure de traitement des réclamations;
 - c) De nommer KPMG à titre de liquidateur aux actifs des Débitrices;
 - d) D'autoriser KPMG à procéder avec son plan d'action proposé.

Le Liquidateur proposé soumet respectueusement à cette Honorable Cour son rapport.

Fait à Montréal, le 1er mai 2019

KPMG INC.

en sa qualité de Liquidateur proposé de Groupe Dessau inc., Dessau Holding inc. , Dessau Capital inc. , 9387-1325 Québec inc. (anciennement LVM inc.), Soprin ADS inc. , Landry Gauthier & Associés inc. , Fondatec inc. , Dessau inc. , Dessau ADL inc. , Consultants VFP inc. , Les Consultants René Gervais inc. , Plania inc. , Groupe Construction Verreault inc. , 9387-5631 Québec inc. (anciennement Verreault inc.) et 9198-6919 Québec inc.


Par: Dev A. Coossa, CIRP
Associé

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

ANNEXE A - PRINCIPAUX LITIGES

(Sous scellés)

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

ANNEXE B – BILANS, ACTIFS ET PASSIFS

(Sous scellés)

Groupe Dessau inc. et ses sociétés liées

Rapport de KPMG inc. à titre de liquidateur relativement à la liquidation des débitrices et à une procédure de traitement des réclamations

ANNEXE C - ÉTATS FINANCIERS

(Sous scellés)

C1 - GROUPE DESSAU INC.

C2 - DESSAU HOLDING INC.

C3 - DESSAU CAPITAL INC.

C4 - 9387-1325 QUÉBEC INC., (anciennement LVM inc.)

C5 - SOPRIN ADS INC.

C6 - LANDRY GAUTHIER & ASSOCIÉS INC.

C7 - FONDATEC INC.

C8 - DESSAU INC.

C9 - DESSAU ADL INC.

C10 - CONSULTANTS VFP INC.

C11 - LES CONSULTANTS RENÉ GERVAIS INC.

C12 - PLANIA INC.

C13 - GROUPE CONSTRUCTION VERREAULT INC.

C14 - 9387-5631 QUÉBEC INC. (anciennement Verreault inc.)

C15 - 9198-6919 QUÉBEC INC.